

RAPPORT DE PRESENTATION AU C.D.H.

OBJET : Mesures d'urgence Ozone

Plan d'action : "industriels émettant plus de 30 t/an de Cov".

L'épisode de canicule qu'a connu la France cet été a été doublé d'une pollution par l'ozone exceptionnelle, qui a touché l'ensemble de l'Europe. Des pics de pollution par les oxydes d'azote ont par ailleurs été constatés en France courant septembre, nous rapprochant du seuil d'alerte pour ce polluant.

Ces événements nous rappellent que, même si les émissions de polluants sont en baisse constante dans tous les secteurs depuis déjà plusieurs années, l'action en vue d'améliorer la qualité de l'air doit être poursuivie et intensifiée. Cela est d'autant plus important que les conséquences, tant sanitaires qu'écologiques de la pollution, sont connues et de mieux en mieux documentées. La pollution de l'air constitue une des préoccupations environnementales les plus fortes pour les Français, particulièrement en milieu urbain.

LE DECRET "OZONE"

La directive européenne du 12 février 2002 sur l'ozone a notamment **abaissé le seuil dit "d'alerte" pour l'ozone**, prenant en cela en compte l'évolution des connaissances sanitaires sur ce polluant. La mise en place de "plans d'actions à court terme" sera désormais nécessaire dès $240 \mu\text{g}/\text{m}^3$ (moyenne horaire dépassée trois heures de suite).

La directive européenne précise le contenu des plans d'action à mettre en œuvre :

"Les Etats membres établissent des plans d'action aux niveaux administratifs appropriés indiquant les mesures spécifiques à prendre à court terme, compte tenu des situations locales particulières, pour les zones où existe un risque de dépassement du seuil d'alerte s'il existe un potentiel significatif de réduction de ce risque ou de réduction de la durée et de la gravité d'un dépassement du seuil d'alerte. [...]"

Selon le cas, les plans peuvent prévoir des mesures progressives et efficaces au regard de leur coût en vue de contrôler et, lorsque cela est nécessaire, de réduire ou de suspendre certaines activités, y compris la circulation des véhicules à moteur, qui contribuent à des émissions entraînant un dépassement du seuil d'alerte. Il pourrait s'agir aussi, notamment, de mesures efficaces liées à l'utilisation d'installations industrielles ou de produits".

Cette formulation souple conduit à des interprétations différentes des différents européens, allant de l'absence de mesures à la mise en œuvre de plans d'actions réglementaires (France), en passant par la simple mise en œuvre de recommandations.

Le **décret sur l'ozone** du 12 novembre 2003, prévoit la mise en œuvre d'actions de réduction à partir de $240 \mu\text{g}/\text{m}^3$, renforcées à $300 \mu\text{g}/\text{m}^3$ puis à $360 \mu\text{g}/\text{m}^3$. Il institutionnalise des mesures déjà expérimentées en particulier au cours de l'été 2003 : réductions de vitesse généralisées, réduction des émissions industrielles.

Par ailleurs, les mesures d'alerte seront dorénavant déclenchées sur la base de prévisions, et non plus de valeurs constatées.

Mesures d'urgence dans l'industrie

Les installations industrielles peuvent être à l'origine d'émissions importantes de dioxyde de soufre et de polluants précurseurs de l'ozone (oxydes d'azote, composés organiques volatils).

Actuellement, les mesures prises en cas de pic de pollution sont définies par un arrêté préfectoral. Ces mesures visent à réduire les émissions de polluants. Elles peuvent comporter des actions vis-à-vis des industries.

Mais il s'avère qu'à ce jour, tous les arrêtés ne comportent pas de prescriptions concernant les sources industrielles lors de pics de pollution par l'ozone, y compris dans des zones à forte densité industrielle.

Il est donc nécessaire de définir au préalable, précisément, établissement par établissement, les mesures qui sont attendues des industriels en cas de pic de pollution, ces mesures s'appliquent pour les sociétés émettrices de plus de 30 t de COV lors du dépassement du seuil de $240 \mu\text{g}/\text{m}^3$.

Il s'avère nécessaire d'imposer par arrêté préfectoral les mesures d'urgence définies au préalable avec les industriels concernés et faisant parties des émetteurs de polluants les plus importants du département. La mise en place de ces dispositions, dès le seuil des $240 \mu\text{g}/\text{m}^3$, est indispensable avant l'été prochain, période la plus sensible à la formation de l'ozone dans la région PACA.

Ce plan de réduction concerne les industriels suivants :

| Société | Usine | Ville |
|-----------|--------------------------|-----------------|
| Danisco | Z.I Bois de Grasse | Grasse |
| Degussa | Usine du plan | Grasse |
| Mane | Usine de la Sarrée | Le Bar sur Loup |
| Mane | Usine Notre Dame | Le Bar sur Loup |
| Orgasynth | Chemin de la Madeleine | Grasse |
| Robertet | Usine avenue Sidi Brahim | Grasse |
| Robertet | Usine du plan de Grasse | Grasse |

Les mesures envisagées sont décrites dans les projets d'arrêté préfectoraux ci-joint.

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable aux dispositions prévues dans ce projet d'arrêté annexé au présent rapport.